

**REPUBLIQUE FRANCAISE**

DEPARTEMENT  
HERAULT  
ARRONDISSEMENT  
LODEVE

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL**

**Séance du 10 SEPTEMBRE 2026**

**Commune de  
PAULHAN**

**N° 2026/09/019**

|                               |                          |
|-------------------------------|--------------------------|
| <b>Date de la convocation</b> | <b>04/09/2026</b>        |
|                               | <b><u>Votes : 25</u></b> |
| <b>Présents : 21</b>          | <b>Pour : 25</b>         |
| <b>Absents : 6</b>            | <b>Contre : 0</b>        |
| <b>Représentés : 4</b>        | <b>Abstention : 0</b>    |

L'an deux mille vingt-six et le jeudi 10 Septembre  
Le Conseil Municipal de la Commune de Paulhan s'est réuni dans le lieu ordinaire de ses séances, à dix-huit heures trente sous la présidence de Claude VALERO.

Etaient présents : MM Claude VALERO, Jean-Pierre BOUTONNIER-BOUSQUET, Grégory GUERIN, Isabelle GAVINET, Sophie ROYON, Marcel LAMBERT, Hélène DAVIT, Léon JAURION, Gilbert ESCOURBIAC, Martine BONNET, Véronique CAMPOY, Stéphane NEGRE, Mylène BOUISSON, Jérôme GAUTRON, Cécile MARCHESE, Julia PEREZ, Isabelle RAMEL, Jean-Claude ROUSSE, Aleksandra DJUROVIC, Carine BALP-COSTAL, Mohamed NOUGOUM.

Absents : Christine RICARD, Vincent BONSIGNORI, Véronique PONCE, Jacky DUMOUCHEL, Brice LENTHERIC, Mélisa MARTINEZ;

Procurations :

- Christine RICARD à Isabelle GAVINET
- Vincent BONSIGNORI à Jérôme GAUTRON
- Brice LENTHERIC à Grégory GUERIN
- Mélisa MARTINEZ à Jean-Claude ROUSSE

**Objet : Fourrière automobile - Choix du mode de gestion - approbation du principe de concession de service public**

Le service public de la fourrière automobile vise à exécuter les réquisitions de l'autorité de police compétente pour des enlèvements de véhicules, leur gardiennage ainsi que leur restitution voire leur aliénation ou leur destruction.

Mr le Maire rappelle que le contrat de concession de service public conclu avec le garage DELVAUX en 2021, prolongé par avenant en date du 08/12/2025, arrive à son terme au 31/12/2026.

Compte tenu de cette échéance, il convient aujourd'hui de se prononcer sur le mode de gestion le plus approprié pour l'exploitation et la gestion de la fourrière des véhicules automobiles à Paulhan.

Les avantages et inconvénients de la régie directe, du marché public et de la gestion déléguée ont été étudiés sous les aspects juridiques, administratifs, organisationnels, opérationnels et financiers.

L'analyse des différents modes de gestion est détaillée dans le rapport joint.

Au vu de ce rapport, le choix du recours à une concession de service public apparaît comme approprié à la nature et aux besoins de la collectivité pour plusieurs raisons :

- la délégation de service public permet d'avoir un partenaire fortement responsabilisé dans la gestion du service ainsi qu'une gestion souple et réactive du service ;
- la gestion déléguée permet une répartition claire des rôles et des responsabilités avec le délégataire, tout en permettant à la Ville de contrôler la qualité du service rendu ;
- le délégataire de service public assure l'exploitation du service à ses risques. Il est responsable à la fois au niveau contractuel et réglementaire de la qualité du service et du bon fonctionnement des ouvrages qui lui sont remis y compris par recours à un prestataire habilité lorsque des moyens spécialisés sont nécessaires.

Au regard des caractéristiques d'exploitation de ce service, il paraît ainsi pertinent que le mode de gestion de ce service soit mis en œuvre sous une forme de délégation de service public.

Cette délégation de service public aura notamment pour objet, sur réquisition des autorités de police compétentes et conformément aux articles L325-1 à L325-14 et R325-1 à R325-52 du code de la route :

1/ L'enlèvement de tout véhicule en infraction :

- les véhicules particuliers VL et commerciaux ;
- les deux voire trois roues ;
- les poids lourds de plus de 3,5 tonnes ;
- les camping-cars et caravanes ;
- les véhicules abandonnés ou volés ;
- les épaves et véhicules brûlés,
- les véhicules utilitaires inférieur à 3,5 tonnes.

2/ Leur gardiennage 24h/24 et 7j/7 ;

3/ Leur restitution après obtention d'une mainlevée et paiement des frais de fourrière par l'utilisateur ;

4/ Leur remise pour destruction ou aliénation au service des Domaines.

M. le Maire propose d'approuver le lancement d'une procédure simplifiée de délégation du service public pour la gestion de la fourrière des véhicules automobiles pour une durée de cinq ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2027.

A l'issue de la procédure, le choix définitif du délégataire et le contrat de concession seront soumis à votre approbation lors d'un prochain Conseil municipal.

La commission Pôle Aménagement 1 réunie le 24 août 2026 s'est prononcée favorablement sur le principe du recours à une concession de service public pour l'exploitation et la gestion de la fourrière automobile.

**Ceci étant exposé, il vous est proposé, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir :**

- Approuver le principe du recours à une concession de service public pour l'exploitation et la gestion de la fourrière automobile ;
- Autoriser Monsieur le Maire à engager une procédure de concession de service public pour conclure un contrat de concession d'une durée de cinq ans ;
- Autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à mener les négociations ;
- Autoriser Monsieur la Maire à signer tous documents s'y rapportant.

Oui l'exposé de son rapporteur,

Le Conseil Municipal,

- Approuver le principe du recours à une concession de service public pour l'exploitation et la gestion de la fourrière automobile ;

- Autoriser Monsieur le Maire à engager une procédure de concession de service public pour conclure un contrat de concession d'une durée de cinq ans ;
- Autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à mener les négociations ;
- Autoriser Monsieur la Maire à signer tous documents s'y rapportant.

Fait et délibéré les jour, mois et an que susdits.

**Le Maire,**  
**Claude VALERO**



*Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification. Le tribunal peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*